



NOTE D'ANALYSE

31 MARS 2022

Sur la folie de Vladimir Poutine

JEAN-FRANÇOIS CARON



THE INSTITUTE FOR
PEACE & DIPLOMACY



Vladimir Poutine aurait-il perdu la raison ? Voilà la thèse qui domine chez plusieurs qui voient dans le déclenchement d'une guerre dans laquelle son armée s'enlise la preuve irréfutable de ce qu'ils avancent. Et si la réalité était plus complexe et subtile qu'elle n'y paraît au premier abord ?

La science politique n'a pas comme objectif de prédire l'avenir, mais plutôt de comprendre quels sont les facteurs qui expliquent pourquoi un acteur politique choisit l'option A au lieu de l'option B. Agir autrement place n'importe quel politologue sur un terrain glissant où il risque de se casser les dents. Plusieurs, y compris l'auteur de ce texte, ont commis ce péché dans les semaines qui ont précédé l'invasion russe de l'Ukraine. En effet, jusqu'au moment où les troupes russes ont franchi la frontière ukrainienne, la croyance dominante était encore que Vladimir Poutine n'oserait jamais commettre un crime contre la paix et que les quelques 200 000 soldats russes massés à la frontière russo-ukrainienne n'étaient que des moyens de pression en vue d'obtenir ce qu'il souhaitait de la part de l'OTAN.

Cette hypothèse qui prédominait à l'époque se fondait sur l'idée selon laquelle une invasion de l'Ukraine par les forces russes étaient beaucoup trop risquée et que pareille décision allait avoir des conséquences terribles sur l'économie russe dans la mesure où cette transgression des frontières ukrainiennes allait inévitablement entraîner l'imposition de sanctions très sévères contre le régime russe. En outre, malgré sa puissance théorique par rapport aux forces ukrainiennes, rien ne garantissait une victoire rapide de l'armée russe. En effet, contrairement à l'annexion de la Crimée et des deux républiques autoproclamées de Louhansk et de Donetsk de 2014, l'armée ukrainienne était non seulement préparée à faire face à cette invasion, mais qu'elle allait cette fois faire le choix de combattre les troupes russes. Dans l'optique de cette

résistance appréhendée, le risque d'enlèvement était grand pour les soldats de Vladimir Poutine et que les combats urbains qui étaient à prévoir allaient contribuer à réduire l'asymétrie entre les armées russe et ukrainienne. Au moins, sur ces points, l'auteur de ce texte ne s'est guère trompé.

En conséquence, comme la décision de Vladimir Poutine va donc à l'encontre de la logique, une pléthore d'individus et d'analystes n'ont donc pas hésité à douter de sa santé mentale. Nous avons en effet eu droit à toute une série de commentaires et d'analyses d'experts qui soutiennent que Vladimir Poutine a perdu la boule (au sens clinique du terme)¹ et toute personne qui ose affirmer le contraire, c'est-à-dire qu'il prend des décisions rationnelles, est la risée de tous. L'auteur de ce texte appartient donc à la catégorie des individus dont l'opinion est ostracisée de la doxa dominante. Mais cela est en fait très typique de nos sociétés de plus en plus conditionnées par la capacité que nous avons désormais de nous enfermer dans nos certitudes et de bloquer ou de masquer ceux et celles qui nous déplaisent. Cette logique se transpose dans le champ politique par la distinction artificielle entre bien-pensants ou bons citoyens et les individus qui sont jugés rationnels ou irrationnels. Si la guerre en Ukraine nous le montre bien, la pandémie de Covid-19 nous en avait déjà donné un avant-goût de cette tendance malheureuse.

Si la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine s'est révélée pour lui et son peuple être mal avisée, elle n'en restait pas moins fondée sur des prémisses, certes erronées, mais tout de même rationnelles, d'où la raison pour laquelle on

¹ « Visage 'gonflé', comportement 'erratique', Poutine sombre-t-il dans la folie à cause d'un traitement médical ? », *Le Midi libre*, le 16 mars 2022; Laurent Marchand, « Guerre en Ukraine : Poutine ou la 'folie d'un despote' », *Ouest France*, le 25 février 2022; « Guerre en Ukraine : Hervé Morin parle de la 'folie' de Vladimir Poutine », *France bleu*, le 24 février 2022; Alice Girard-Bossé, « Dans la tête de Vladimir Poutine », *La Presse*, le 26 février 2022.



ne peut le considérer comme étant fou à défaut de quoi chacun et chacune d'entre nous qui avons déjà pris une mauvaise décision sur la base d'un mauvais calcul ou d'une mauvaise interprétation de la réalité mériteraient également d'être affligés de ce quolibet. À ce titre, nous pourrions dire que George W. Bush a agi de manière folle en attaquant l'Irak en 2003 ou encore John F. Kennedy lorsqu'il a donné son approbation au débarquement de la Baie des Cochons en 1961. Pareille analyse ne tient tout simplement pas la route. Qu'à cela ne tienne, on nous ressort tout de même pour preuve de sa folie le fait qu'il aurait été recalé à l'époque de l'Institut Andropov de Moscou—qui formait les « vrais espions soviétiques »—pour son inaptitude à évaluer correctement les décisions qu'il prenait et leurs conséquences pour lui ainsi que pour le KGB,² ce qui aurait nourri son ressentiment, son désir de revanche et sa volonté de prouver à quel point ses juges avaient eu tort en s'élevant dans la hiérarchie du pouvoir un peu comme Staline à l'époque.

Qu'est-ce qui explique la raison pour laquelle le Président russe ait basé sa prise de décision sur des prémisses erronées ? En fait, plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi il croyait erronément à une victoire rapide de l'armée russe sur l'armée ukrainienne comme en 2014, à la faiblesse et à l'impopularité de Volodymyr Zelenski qui avait jusqu'alors bien mal administré son pays (et qui ne jouissait au moment de l'invasion que d'un taux d'approbation de moins de 30%³), que les sanctions économiques imposées par l'Occident auraient peu de mordant et seraient de nature similaire à

celles qui le furent après 2014 en raison de la forte dépendance de l'Union européenne envers le gaz et le pétrole russe et que l'OTAN n'interviendrait pas directement contre la Russie (il a eu raison sur le dernier point). La raison du calcul erroné du Président russe est plutôt liée à l'isolement propre à un leader autoritaire dont les actions ne sont pas contrariées par des contre-pouvoirs ainsi que par un entourage qui n'est pas prompt à remettre en cause ses décisions (ou qui les partage tout simplement sans réserve) explique en partie pourquoi Vladimir Poutine s'est graduellement retrouvé devant une solitude intellectuelle qui ne lui a pas permis de voir ses idées être remises en cause par autrui. En outre, il semble clair que cet isolement de Vladimir Poutine n'a fait que s'accroître encore davantage depuis le début de la pandémie de la Covid-19 puisque contrairement à de nombreux autres chefs d'état qui ont soit manifesté leur mépris du virus (comme le Biélorusse Alexandre Loukachenko ou encore Donald Trump et Boris Johnson) ou continué à tenir des réunions avec leur proches collaborateurs quitte à maintenir des mesures de distanciation somme toute normales, le maître du Kremlin s'est plutôt comporté de façon carrément hypocondriaque comme en ont fait foi des images de lui assis seul à plusieurs mètres de ses collaborateurs qui doivent en plus se soumettre à une quarantaine de plusieurs jours avant de pouvoir le rencontrer.

Par ailleurs, il ne faudrait pas négliger les conséquences inévitables d'une situation où un dirigeant a non seulement pu s'accrocher au pouvoir pendant vingt ans, mais où les perspectives d'avenir ne laissent en outre pas entrevoir de changement à cet égard.⁴ Dans pareille situation, ceux et celles qui entourent le dirigeant n'ont pas intérêt, com-

2 Jean-Louis Tremblais, « Sergueï Jirnov: « À l'Institut Andropov, on avait déclaré Vladimir Poutine inapte », *Le Figaro*, le 11 mars 2022. <https://www.lefigaro.fr/international/serguei-jirnov-a-l-institut-andropov-on-avait-declare-vladimir-poutine-inapte-20220311>.

3 Statista, "Volodymyr Zelensky's Approval Rating Ukraine 2021," *Statista*, December 2021, <https://www.statista.com/statistics/1100076/volodymyr-zelensky-s-approval-rating-ukraine/>.

4 Il est utile de rappeler que Vladimir Poutine a fait adopter un changement constitutionnel en 2020 qui lui permettrait de demeurer en poste jusqu'en 2036



me cela peut être le cas en contexte démocratique, à magouiller dans les coulisses et à s'attacher à un successeur potentiel de manière à conserver leurs postes ou à en acquérir de plus importants dans le « régime d'après ». Les individus savent au contraire que le régime en place demeurera stable et n'ont, en conséquence, aucun intérêt à tenter de porter atteinte au dirigeant ou à perdre ses faveurs. Bien au contraire, cette situation tend à renforcer la fidélité envers lui et où les proches collaborateurs s'enfoncent dans une logique qui consiste à lui plaire à tout prix puisqu'une éventuelle rétrogradation correspond dans les faits à la fin d'une carrière politique et à tous les avantages qui s'y rattachent. En somme, ce phénomène très typique en régime autoritaire a très certainement amené les responsables militaires et des services de renseignement à enjoliver la réalité et à fournir à Vladimir Poutine des informations erronées de crainte de lui déplaire : une façon de faire qui était d'ailleurs propre au KGB à l'époque de la Guerre froide et pour quoi les leaders soviétiques avaient tendance à ignorer les rapports de leurs propres services d'espionnage⁵. Encore une fois, cette dynamique particulière et propre à un régime autoritaire ne fait pas du chef d'état russe un individu irrationnel et mentalement déséquilibré.

Le prix à payer de cette décision stratégiquement malhabile est toutefois énorme pour la Russie qui est désormais coupée de l'économie occidentale en plus d'avoir vu les avoirs de sa banque centrale être saisis, ce qui la place au rang de paria politique au même rang que la Corée du Nord. Toutefois, associer une mauvaise décision à la quasi nécessité de devoir être enfermé et d'avoir à se soumettre aux

traitements répressifs de l'infirmière Ratched⁶ est une idée carrément exagérée. Dans le cas de Vladimir Poutine, une véritable folie serait caractérisée par son désir d'envahir tous les pays voisins de la Russie qui constitueraient à ses yeux une menace potentielle, à savoir les nations qui ont fait le choix jadis d'adhérer à l'OTAN. Or, ce n'est pas le cas et n'a jamais été le cas dans le passé. En fait, toutes les actions militaires de la Russie ont toujours eu lieu que contre des pays menaçaient de se joindre à l'organisation et qui n'en étaient pas encore membres, avec pour conséquence de ne pas activer l'article 5 qui se trouve à être la pierre angulaire de l'Alliance⁷. Ces décisions montrent le caractère non suicidaire et calculé de la politique de Vladimir Poutine qui sait fort bien que toute action militaire contre la Pologne, la Hongrie ou l'Estonie entraînerait automatiquement son pays dans une guerre à grande échelle contre 30 pays, dont 3 qui possèdent l'arme nucléaire. Les seules tentatives d'interférence dans les affaires d'un pays membre de l'OTAN ont plutôt été le résultat « d'alternatives à la guerre »⁸ insidieuses et au caractère clairement calculé afin de ne pas franchir la ligne rouge de ce qui pourrait être considéré comme un acte de guerre. Il suffit de penser à cet égard à la mystérieuse cyberattaque contre l'Estonie en 2007 après que les autorités du pays aient annoncé leur intention de retirer un monument à la gloire

6 Personnage qui fait bien évidemment référence au personnage du film de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*.

7 L'Article 5 prévoit ce qui suit : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord* ».

8 Voir Jean-François Caron, *Violent Alternatives to War: Justifying Actions Against Contemporary Terrorism*, Berlin: De Gruyter, 2021.

5 Christopher Andrew, *The Sword and the Shield: The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*. New York: Basic Books, 2000; Raymond L. Garthoff, *Soviet Leaders and Intelligence : Assessing the American Adversary during the Cold War*. Washington, DC: Georgetown University Press, 2015.



de l'armée rouge du centre-ville de Tallinn qui a paralysé de nombreux sites web du pays et coûté des millions de dollars en réparation des dommages causés. Ultimement attribuée à un individu de 20 ans ayant opéré seul⁹, plusieurs ont douté, mais sans toutefois être en mesure de le prouver, de la thèse selon laquelle le Kremlin n'était pas impliqué de près ou de loin dans cette cyberattaque. Mais, comme l'a affirmé (sourire en coin) le Président russe dans ses entretiens avec le réalisateur américain Oliver Stone, « on ne peut accuser quiconque d'un mal en absence de preuve démontrant sa culpabilité ». Dans les circonstances, en raison des difficultés inhérentes à identifier avec certitude et précision l'auteur et l'origine d'une cyberattaque (surtout le type d'attaque utilisé en 2007, soit un « denial of service » réalisé à partir de millions d'ordinateurs dans le monde transformés en « zombies » qui ont bombardé simultanément les sites visés par des requêtes afin de les mettre hors d'usage), cette arme non-conventionnelle et dont la ramifications juridiques en ce qui a trait à ce qui constitue ou non une violation de souveraineté demeurent encore floues se révèle donc parfaite contre des pays membres de l'OTAN. Elle permet en effet d'envoyer un message fort à ses adversaires en plus de lui causer des dommages coûteux sans pour autant franchir la ligne rouge de ce qui constituerait un acte de guerre.

Vladimir Poutine est donc clairement conscient que d'attaquer de manière conventionnelle un pays membre de l'OTAN mènerait irrémédiablement à sa perte et à une défaite de la Russie. C'est la raison pour laquelle il a toujours agi en conséquence de manière astucieuse et prudente de sorte de ne jamais donner à l'Occident des raisons d'entrer directement en guerre contre lui. En outre, on a fait beaucoup de cas des risques

9 John Leyden, « Estonia fines man for DDoS attack », *The Register*, le 24 janvier 2008.

possibles que ce conflit puisse mener à une escalade qui pourrait à terme mener à une Troisième Guerre mondiale. Dans ce contexte de très haute tension, les risques d'accidents de frontières ou d'actions isolées de soldats sont grandes (et augmenteront si l'armée russe poursuit éventuellement son offensive plus à l'ouest de l'Ukraine et se rapprochent des frontières de pays membres de l'OTAN) peuvent mener à une escalade du conflit. Or, Vladimir Poutine est en conscient et cherche à empêcher pareille dérive de se produire, d'où la raison pour laquelle il a accepté qu'une ligne d'urgence—une sorte de « téléphone rouge »—soit établie entre le Pentagone et son propre ministère de la défense dans le but précis de pouvoir clarifier à tout moment un éventuel incident qui risquerait d'envenimer le conflit encore davantage¹⁰. Encore une fois, difficile d'y voir l'attitude d'un dirigeant fou n'ayant aucune considération pour l'avenir du monde qui était il n'y a pas si longtemps considéré par plusieurs analystes comme un stratège de génie (*master strategist*). Reflet de la tendance dominante en Occident de constamment voir le côté extrême des événements, le génie d'hier ne peut maintenant être qu'un fou.

Voilà des raisons qui permettent de croire en la rationalité de Vladimir Poutine, puisqu'un tel comportement implique trois éléments principaux en vertu de l'approche développée en 1982 par Herbert Simon. Tout d'abord, l'acteur rationnel doit avoir un ensemble d'objectifs cohérents ainsi que la volonté réelle de les atteindre; que ses objectifs s'inscrivent dans une trame historique; et, enfin, que l'acteur cherche à peser les avantages et conséquences de ses actions¹¹. Il ne fait aucun doute ici que l'invasion de l'Ukraine s'inscrit par-

10 Phil Stewart, "New U.S.-Russia military hotline as Ukraine war rages", Reuters, 3 mars 2022. <https://www.reuters.com/world/new-us-russia-military-hotline-ukraine-war-rages-2022-03-03/>.

11 Herbert Simon, *Models of bounded rationality*. Cambridge, MA: MIT Press, 1982.



faitement dans cette manière de conceptualiser la rationalité des acteurs politiques. Non seulement ses récriminations à l'égard des élargissements de l'OTAN et du risque que cela pose à la sécurité de la Russie ne datent pas d'hier et s'inscrivent dans une longue trame historique dont on peut tirer les origines dans son discours de Munich de 2007 et dont la cohérence la position est demeurée stable jusqu'à maintenant, mais sa manière de parvenir à ses fins s'inscrit aussi dans un calcul et une stratégie dont les prémisses se sont certes avérées erronées, mais dont l'objectif principal consiste à limiter une possible intervention directe de l'OTAN qu'il redoute en raison des capacités militaro-industrielles de l'Alliance infiniment plus importantes que celles de son armée. Évidemment, la décision d'entrer en guerre est problématique et moralement répréhensible lorsqu'il s'agit de s'engager comme l'a fait la Russie dans une guerre offensive. Mais il ne faudrait pas ici commettre l'erreur de confondre la moralité de la décision avec les finalités rationnelles de celui qui les poursuit. Il s'agit ici de deux choses qui sont distinctes l'une de l'autre depuis que le monde occidental accepte depuis Machiavel le caractère amoral de la raison d'état.

Finalement, personne n'a osé se questionner à savoir si les comportements et discours jugés irrationnels de Vladimir Poutine ne sont pas en réalité une tactique de sa part d'effrayer les pays occidentaux en faisant croire à leurs dirigeants que toute action offensive de leur part contre la Russie pourrait le mener à poser le geste irréparable de recourir à l'arme atomique. En d'autres termes, peut-être joue-t-il habilement de cette thèse d'un leader dément, car l'idée du « ne me poussez pas dans mes derniers retranchements et, surtout, n'intervenez pas militairement en Ukraine à défaut de quoi je ferai un malheur » lui permet en fin de compte de tenir l'Occident hors du conflit qui se dit (pour preuve, l'idée est sur toutes les lèvres)

qu'un individu sain d'esprit ne menacerait jamais le monde de sa destruction. Et si l'ancien agent du KGB n'était pas aussi inapte et fou qu'on le prétend ? Dans tous les cas, s'il s'agit de sa stratégie, elle fonctionne à merveille.

Une chose est cependant certaine. En n'hésitant pas à qualifier publiquement le Président russe de déséquilibré, l'Occident s'est soumis par la voix de ses médias à une escalade verbale hautement problématique pour la suite des choses. En effet, comment est-il possible d'envisager que les dirigeants occidentaux seront un jour prêts à dialoguer de nouveau avec un individu déclaré fou ? Dans les circonstances, comment les leaders occidentaux seront-ils en mesure de justifier auprès de leurs citoyens une éventuelle négociation de leur part avec le maître du Kremlin ? Il est bien connu qu'on ne discute pas avec les fous, mais qu'on doit plutôt les enfermer... ou les renverser lorsqu'ils gouvernent un État comme l'a suggéré de manière fort malhabile le Président Joe Biden lors de sa visite en Pologne le 26 mars 2022. Bref, par cette rhétorique que l'analyse semble démontrer le caractère erroné, les pays occidentaux ont fait monter les enchères à un point tel qu'ils se sont à toutes fins utiles exclus d'un éventuel processus de paix puisque leur exigence minimale n'est ni plus ni moins qu'un changement de régime en Russie.

À propos de l'auteur

Jean-François Caron est professeur agrégé au Département des sciences politiques de l'Université Nazarbayev au Kazakhstan, ainsi qu'un chercheur senior avec l'Institut pour la paix et la diplomatie.

À propos de nous

l'Institut pour la paix et la diplomatie (IPD) est un groupe de réflexion sur les affaires internationales nord-américaines, non partisan et à but non lucratif, opérant aux États-Unis et au Canada, qui se consacre à la promotion du dialogue, de la diplomatie, du réalisme prudent et de la retenue militaire. Nous pensons que ces principes sont les quatre pierres angulaires d'une paix durable dans un système international de plus en plus complexe et dynamique.

Visitez le site peacediplomacy.org pour en savoir plus.

© 2022 l'Institut pour la paix et la diplomatie

Contactez-nous

Pour les demandes des médias et pour organiser une interview avec l'un de nos experts, contactez notre équipe de communication.

E: info@peacediplomacy.org

T: (647) 280-4983

W: peacediplomacy.org



THE INSTITUTE FOR
PEACE & DIPLOMACY